



**PRÉFÈTE  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations**

**DDPP/SPE2/JPM  
DDPP/SPE1/FC**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-SPE 2025-116  
actant le changement d'exploitant au profit de la société  
ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION  
pour l'exploitation d'une usine d'embouteillage située 10 boulevard Monge à Meyzieu  
et actualisant les prescriptions applicables**

La Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est  
Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Commandeur de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, L. 515-28, L. 515-29, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 411-2 ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'industrie agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par le conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 août 2000 réglementant l'ensemble des activités exercées par la société L'EUROPÉENNE D'EMBOUTEILLAGE sur son site 10, boulevard Monge à MEYZIEU ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2009 autorisant la société L'EUROPÉENNE D'EMBOUTEILLAGE à augmenter la capacité de production de son établissement situé 10, boulevard Monge à MEYZIEU ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2017 modifiant et complétant l'arrêté du 8 juin 2009 régissant le fonctionnement des installations de la société EUROPÉENNE D'EMBOUTEILLAGE 10, boulevard Monge à MEYZIEU ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 août 2018 modifiant et complétant l'arrêté du 8 juin 2009 régissant le fonctionnement des installations de la société EUROPÉENNE D'EMBOUTEILLAGE 10, boulevard Monge à MEYZIEU ;

VU le rapport de base et le dossier de réexamen IED transmis le 3 décembre 2023 ;

VU le dossier de porter-à-connaissance et ses documents annexés transmis le 3 juin 2024 ;

VU le rapport d'instruction de l'inspection des installations classées PNE2025-056 du 8 avril 2025 ;

VU la lettre du 28 avril 2025 communiquant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'exploitant ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

CONSIDÉRANT, d'une part, que les conclusions émises dans le rapport de base nécessitent de fixer des prescriptions concernant la cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT, d'autre part, que les conclusions émises dans le dossier de réexamen IED montrent que l'exploitant a apporté les informations et documents nécessaires, a démontré le respect des MTD applicables à son activité et qu'aucun enjeu local n'a été identifié ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'acter le changement d'exploitant et d'actualiser les prescriptions applicables au regard du porter-à-connaissance ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, afin de simplifier la lecture de ce présent acte administratif, de consolider les prescriptions des actes administratifs délivrés antérieurement encadrant les activités de l'usine d'embouteillage ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions des articles L. 515-28 et R. 181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

## TITRE 1 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 1<sup>ER</sup> – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

#### 1.1 – Bénéficiaire et portée de l'autorisation

##### 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION (OSFP), SIRET 40751293800066, dont le siège social est situé 433 chemin des Matouses à CHATEAUNEUF-DE-GADAGNE (84470) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de MEYZIEU, au 10 boulevard Monge, les installations détaillées dans les articles suivants.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux des 30 août 2000, 8 juin 2009, 25 janvier 2017 et 20 août 2018, susmentionnés, sont abrogées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

##### 1.1.2 – Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au titre 2 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

#### 1.2 – Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3642-2-a	Traitement et transformation, [...], des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) Supérieure à 300 t de produits finis par jour	Quatre lignes d'embouteillage : <ul style="list-style-type: none"><li>• 3 lignes dédiées aux bouteilles PET</li><li>• 1 ligne dédiée aux boîtes métalliques</li></ul> Pic à 2 100 t/j (2 100 000 L/j)  Moyenne à 1 525 t/j (1 525 000 L/j)	2 100 t/j	A
1510-2-b	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	Bâtiments A, B, C (IPD 1)	152 000 m <sup>3</sup>	E

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2661-1-b	Transformation de polymères 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j	Transformation de PET (polyéthylène téréphtalate)	66 t/j	E
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	<ul style="list-style-type: none"> <li>9 groupes froid, répartis en plusieurs circuits, produisent de l'eau glycolée froide, pour les utilités et en production.</li> <li>1 groupe froid est en détente directe dans la chambre froide -15 °C.</li> <li>3 groupes froid sont les sécheurs d'air pour les compresseurs d'air.</li> <li>12 groupes de climatisation (qui alimentent chacun plusieurs cassettes) et 26 blocs de climatisation autonomes, pour le rafraîchissement des différents locaux (bureaux, ateliers, locaux sociaux, etc.).</li> </ul>	988 kg	DC
1414-3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)		1 u/j	DC
1530-2	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Dépôts répartis : <ul style="list-style-type: none"> <li>1 300 m<sup>3</sup> emballages (bât. D – IPD 2)</li> <li>850 m<sup>3</sup> palettes de produits finis (bât. D – IPD 2)</li> <li>50 m<sup>3</sup> palettes d'ingrédients (production – IPD 3)</li> </ul>	2 200 m <sup>3</sup>	DC

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2910-A-2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion <sup>(*)</sup> est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Trois chaudières de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5,475 MW (principale)</li> <li>• 3,385 MW* (de secours)</li> <li>• 0,3 MW (STEP)</li> </ul> * Projet : remplacement de la chaudière de secours par une chaudière équivalente à la chaudière principale.	11,03 MW	DC
1532-2-b	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Volumes répartis : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 200 m<sup>3</sup> palettes vides stockées en extérieur</li> <li>• 1 100 m<sup>3</sup> palettes de produits finis (bât. D – IPD 2)</li> <li>• 900 m<sup>3</sup> palettes d'emballages</li> <li>• 100 m<sup>3</sup> palettes d'ingrédients (production)</li> </ul>	5 300 m <sup>3</sup>	D
2663-2-b	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup>	Stockages répartis : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 050 m<sup>3</sup> préformes</li> <li>• 1 500 m<sup>3</sup> bouchons PEHD</li> <li>• 250 m<sup>3</sup> films</li> <li>• 480 m<sup>3</sup> étiquettes et autres</li> <li>• 3 400 m<sup>3</sup> produits finis bât. D – IPD 2</li> <li>• 120 m<sup>3</sup> ingrédients ambiants</li> </ul>	7 800 m <sup>3</sup>	D
2925-1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 50 kW		166 kW	D
4441-2	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t		9 t	D

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1. Supérieur ou égal à 200 000 m <sup>3</sup> /an	<ul style="list-style-type: none"> <li>Forage du Grand Gravier (nappe de Jonage) : 200 000 m<sup>3</sup>/an</li> <li>Puits (nappe fluvio-glaciaire du couloir de Meyzieu) : 50 000 m<sup>3</sup>/an</li> </ul>	250 000 m <sup>3</sup> /an	A

(\*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

### 1.3 – Conformité au dossier de déclaration de modification

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant.

### 1.4 – Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3642 relative au traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF Industries agro-alimentaires et laitières.

### 1.5 – Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### 1.6 – Accident ou incident

Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée.

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sera déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

## 1.7 – Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées pourra demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

## 1.8 – Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

### 1.8.1 – Transmission GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente)

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les articles 2.1 à 2.7 du présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à l'arrêté du 28 avril 2014 susmentionné.

### 1.8.2 – Transmission GEREP (déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets)

La déclaration prévue à l'article 4 de l'arrêté du 31 janvier 2008 susmentionné est effectuée sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement.

## 1.9 – Normes

En cas de modification de l'une des normes rendues applicables par le présent arrêté, l'homologation de la norme modifiée entraînera substitution des dispositions de cette dernière à celles de la norme précédente.

## 1.10 – Consignes

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

## 1.11 – Cessation d'activité définitive

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il notifie au préfet la date de cet arrêt dans les délais fixés à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, soit au moins trois mois avant la date d'arrêt définitif.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel :

- qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1,
- et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

Pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-2 du code de l'environnement, les mesures prises ou prévues sont définies à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement.

L'exploitant suivra les conclusions et recommandations issues de son rapport de base.

#### 1.12 – Vente de terrains

En cas de vente des terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

#### 1.13 – Hygiène et sécurité des travailleurs

L'exploitant devra se conformer aux dispositions édictées par le livre II du code du travail et les décrets réglementaires pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

### **ARTICLE 2 – PRINCIPES DE GESTION QUANTITATIVE ET PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

#### 2.1 – Alimentation en eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par arrêté préfectoral.

##### 2.1.1 – Protection des eaux potables

L'ensemble des branchements en eau potable, que ce soit l'eau issue du réseau public ou l'eau issue des forages en nappe, seront munis d'un dispositif de disconnexion et d'un clapet anti retour afin d'éviter tout phénomène de retour sur le réseau d'alimentation.

Les trois réseaux internes à l'établissement de distribution d'eau sont distincts depuis leur branchement. Ils sont sans liaison entre eux.

##### 2.1.2 – Prélèvement d'eau

L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestique, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie (par exemple lorsque la température et les qualités de ces eaux le permettent : recyclage, aéroréfrigérant, etc.).

Les points et conditions de prélèvement des eaux dans le milieu naturel sont précisés ci-après :

##### 2.1.2.1 – Consommation en eau – Points de prélèvements

La consommation en eau doit être aussi réduite que possible. Une étude technico-économique de réduction de la consommation en eau sera produite, dans les six (6) mois suivant la signature du présent arrêté, afin de répondre au Plan de Gestion de la Ressource en Eau de l'Est Lyonnais.

L'alimentation en eau de l'établissement est assurée :

- Pour un usage alimentaire, par le forage du Grand Gravier :
  - débit annuel : 200 000 m<sup>3</sup>/ an
  - débit instantané : 80 m<sup>3</sup>/h
- Par le réseau d'eau public : 300 000 m<sup>3</sup>/an
  - débit instantané : 100 m<sup>3</sup>/h
- Pour un usage technique, par un puits foncé dans la nappe alluviale du couloir de Meyzieu :
  - débit annuel prélevé : 50 000 m<sup>3</sup>/an
  - débit instantané : 70 m<sup>3</sup>/h
  - débit d'utilisation : 30 m<sup>3</sup>/h
  - volume journalier maximal : 1 200 m<sup>3</sup>/j



### 2.1.2.2 – Dispositions pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement

Le forage du Grand Gravier est équipé d'une sonde piézométrique pour le suivi du niveau de la nappe, d'un turbidimètre et d'un conductimètre.

Il est équipé :

- d'un groupe électro-pompe immergé centrifuge, multicellulaire, avec un corps et des roues en inox, et arbre en acier inoxydable,
- d'un dispositif de filtration : filtre à poche avec seuil de filtration 10 µm et filtre à cartouche installé avant l'arrivée dans la cuve de stockage avec seuil de filtration 0,8 µm,
- d'un débitmètre en sortie de forage et en entrée d'usine.

La tête de forage est protégée par un local spécifique intégré au paysage par un bardage en bois.

Un système de mesure en continu du volume et du débit avec système d'alarme reporté permet de prévenir toute fuite.

## 2.2 – Différents types d'effluents liquides

### 2.2.1 – Les eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

### 2.2.2 – Les eaux pluviales

Les eaux pluviales des toitures seront rejetées dans le milieu naturel par l'intermédiaire du réseau d'eau pluviale de la zone industrielle, sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public.

Les eaux pluviales des aires extérieures imperméabilisées (aires de circulation, aires de parkings) seront rejetées au milieu naturel, après un passage dans un bac décanteur séparateur à hydrocarbures. En tout état de cause, les valeurs des caractéristiques des rejets fixées à l'article 2.5.2 seront respectées.

La gestion des eaux pluviales respecte, pour le bâtiment nouvellement construit (siroperie) et le bâtiment dont l'extension est prévue (cuverie), les préconisations du SAGE Est-Lyonnais. Les eaux de toitures de la siroperie et de la cuverie sont rejetées dans le milieu naturel via des noues d'infiltration :

- Siroperie : volume de 49,9 m<sup>3</sup>, profondeur 60 cm, largeur 3 m et longueur 27 m,
- Cuverie : volume 7,7 m<sup>3</sup>, profondeur 65 cm, largeur 3 m et longueur 4 m.

Ces ouvrages, positionnés à l'est du site, en limite de propriété, font l'objet d'un entretien régulier, dont les modalités sont les suivantes :

- Un planning annuel d'entretien devra être établi et transmis sous un délai de six mois suivant la réalisation des ouvrages à l'inspection des installations classées. À minima, des visites d'entretien sont réalisées deux fois par an ;
- Un cahier d'entretien sera tenu à jour par l'exploitant. Ce document, tenu à la disposition de l'inspection, mentionnera la programmation des opérations d'entretien à réaliser, ainsi que, pour chaque opération réalisée, les observations formulées, les quantités et la destination des produits évacués.

### 2.2.3 – Les eaux de refroidissement

Les eaux servant au refroidissement devront circuler en circuit fermé.

### 2.2.4 – Les eaux de procédés

Les eaux de procédés seront traitées suivant les dispositions des articles 2.3 à 2.7 ci-après.

## 2.3 – Collecte et conditions de rejets des effluents liquides

2.3.1 – Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.

2.3.2 – Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

2.3.3 – À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur ou les égouts extérieurs à l'établissement.

2.3.4 – Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils devront être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement effectués au minimum tous les cinq (5) ans, donneront lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.3.5 – Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

## 2.4 – Points de rejet des eaux

### 2.4.1. – Les rejets s'effectuent :

- Au milieu naturel par l'intermédiaire du réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle, après passage en bac décanteur séparateur à hydrocarbures, pour les eaux pluviales des aires de voiries et parkings.
- Au réseau d'assainissement de la collectivité aboutissant à la station d'épuration de Meyzieu :
  - pour les eaux de procédés (eaux de lavage) ;
  - pour les eaux sanitaires.

2.4.2. – Le nombre de points de rejet est limité sur chacun des sites (10 boulevard Monge et 6 rue Jean Macé) à :

- Un pour les eaux pluviales ;
- Un pour les eaux de procédés.

Les ouvrages de rejet devront être conçus et réalisés de façon :

- à assurer une bonne diffusion dans le milieu récepteur ;
- à limiter la perturbation du milieu aux abords du point de rejet.

## 2.5 – Qualité des effluents rejetés.

### 2.5.1 – Les effluents devront être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Leur pH (Code SANDRE : 1302) devra être compris entre 5,5 et 8,5 ou 9,5 s'il y a neutralisation chimique et leur température (Code SANDRE : 1301) devra être inférieure à 30 °C.

Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu naturel récepteur : la modification de couleur du milieu dans la zone de mélange à 50 m du point de rejet ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

De plus, ils ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

2.5.2 – Les caractéristiques des rejets aqueux dans le milieu naturel seront inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (en mg/l)
MES	1305	35
DBO <sub>5</sub>	1313	30
DCO	1314	125
NKJ	1319	10
P total	1350	1
Ind.Hydr.	7007	5
As	1369	0,025
Cr IV	1371	0,05
Pb	1382	0,05
Zn	1383	0,8
Ni	1386	0,2
Cd	1388	0,025
Cr	1389	0,1
Cu	1392	0,15

2.5.3 – Les caractéristiques des rejets aqueux dans le réseau d’assainissement de la collectivité seront inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

Sans préjudices des conventions de déversement dans le réseau public, les rejets d’eaux résiduaires doivent faire l’objet en tant que de besoin d’un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :

Volume moyen journalier (Code SANDRE : 1552) : 800 m<sup>3</sup>/j

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (en mg/l)	Flux moyen en kg/j
MES	1305	400	230
DBO <sub>5</sub>	1313	600	434
DCO	1314	1500	1070
SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>	1338	500	
P total	1350	0,05	0,00924
S <sup>2-</sup>	1355	1,5	
NGL	1551	150	0,46
Ind.Hydr.	7007	10	
As	1369	0,05	0,00924
Pb	1382	0,5	0,00924
Zn	1383	2	0,1922
Ni	1386	0,5	0,00924
Hg	1387	0,05	0,00924
Cd	1388	0,2	0,0462
Cr	1389	0,5	0,00924
Cu	1392	0,5	0,0231

Le rapport DCO/DBO<sub>5</sub> (Code SANDRE : 8728) devra être inférieur à 3.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

#### 2.5.4 – Mesures des volumes rejetés

La quantité d’effluents rejetés doit être mesurée en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m<sup>3</sup>.

Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs de 300 kg/j de DCO, 100 kg/j de MEST, 100 kg/j de DBO<sub>5</sub>, 50 kg/j d’azote global, 15 kg/j de phosphore total, 10 kg/j d’hydrocarbures totaux, une mesure hebdomadaire est réalisée pour les polluants énumérés ci-dessus, à partir d’un échantillon prélevé sur une durée de 24 h proportionnellement au débit.

### 2.5.5 – Interdiction des rejets en nappe

Le rejet direct ou indirect, même après épuration d'eaux résiduaires, dans une nappe souterraine est interdit.

## 2.6 – Traitement des effluents

2.6.1 – Les installations de stockage, de traitement ou de prétraitement des effluents aqueux nécessaires au respect des seuils réglementaires prévus au paragraphe 3.5.2 doivent être conçues de façon à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température...) y compris en période de démarrage ou d'arrêt.

2.6.2 – L'emploi de technologie propre et de réduction des flux de pollution à la source, sera systématiquement favorisé ainsi que les procédés ne conduisant pas à un transfert de pollution.

2.6.3 – L'entretien et la surveillance des installations de stockage, de traitement ou de prétraitement seront assurés.

Les principaux paramètres de fonctionnement seront :

- mesurés périodiquement ou suivis en continu,
- asservis si nécessaire à une alarme,
- reportés sur un registre, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le suivi des installations sera confié à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Des consignes de fonctionnement et de surveillance seront établies.

Seront tenus enregistrés :

- les pannes et les réparations effectuées ou préventions exécutées ;
- le résultat des analyses destinées au suivi et aux bilans du rendement de la station de prétraitement sur les paramètres suivants : pH, MES, DBO<sub>5</sub>, DCO, Azote total, Phosphore total ;
- les quantités d'eau consommée par semaine ;
- le débit d'effluent rejeté quotidiennement.

2.6.4 – Les durées d'indisponibilité des installations de stockage, de traitement ou de prétraitement devront être réduites au minimum, les fabrications devant être réduites ou arrêtées en cas de dépassement des valeurs limites imposées.

2.6.5 – Des dispositions nécessaires seront prises pour limiter les odeurs provenant du stockage, du traitement ou de prétraitement des effluents (confinement, captage et traitement, ...) et prévenir l'apparition de conditions anaérobies non souhaitées.

2.6.6 – Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite : elle ne peut en aucun cas être considérée comme un moyen de traitement.

## 2.7 – Surveillance des rejets

Sur chaque canalisation de rejets d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

L'accès à ces points de mesure ou de prélèvement doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée de matériel de mesure.

#### 2.7.1 – Contrôles des effluents

Les résultats d'analyses, les dates et quantités d'effluents rejetés, seront communiqués tous les trimestres à l'inspection des installations classées.

### 2.8 – Prévention des pollutions accidentelles

#### 2.8.1 – Dispositions générales

Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. Une liste des installations concernées, même occasionnellement, sera établie par l'exploitant, communiquée à l'inspecteur des installations classées et régulièrement tenue à jour.

#### 2.8.2 – Capacités de rétentions

2.8.2.1 – Les unités, parties d'unités, stockages fixes, ou mobiles à poste fixe, ainsi que les aires de transvasement visés par l'article 2.8.1 seront équipés de capacités de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

Le volume et la conception de ces capacités de rétention devront permettre de recueillir dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits contenus dans les stockages et installations de fabrication susceptibles d'être endommagés lors d'un sinistre ou concernés par un même incident, malgré les agents de protection et d'extinction utilisés.

2.8.2.2 – Les unités, parties d'unités, stockages fixes, ou mobiles à poste fixe, ainsi que les aires de transvasement de produits dangereux ou insalubres mais non repris dans la liste prévue à l'article 2.8.1 du présent arrêté devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé,
- 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

2.8.2.3 – Les capacités de rétention et le réseau de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans l'égout ou le milieu naturel.

#### 2.8.3 – État des stockages

Le bon état de conservation des stockages fixes ou mobiles, situés dans l'établissement ou introduits de façon temporaire dans son enceinte, doit faire l'objet d'une surveillance particulière de la part de l'exploitant.

Les stockages enterrés de liquides inflammables devront respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008.

#### 2.8.4 – Canalisations

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement seront maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation et leurs dimensions devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages. Lorsque cette condition ne peut être satisfaite en raison des caractéristiques des produits à transporter, leur bon état de conservation devra pouvoir être contrôlé extérieurement ou par tout autre moyen approprié. Des contrôles de fréquence suffisante donneront lieu à compte rendu et seront conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

En aucun cas, les tuyauteries de produits dangereux ou insalubres seront situées dans les égouts ou dans des conduits en liaison directe avec les égouts.

#### 2.8.5 – Collecte des eaux de procédé susceptibles d'être polluées accidentellement

Les eaux de procédé des installations visées au paragraphe 3.8.1 et susceptibles d'être polluées accidentellement transiteront par une capacité tampon permettant leur contrôle avant rejet.

Dans les secteurs particulièrement exposés au risque de pollution accidentelle, des moyens de surveillance appropriés de la qualité des effluents liquides seront mis en place ;

Les causes de toute variation anormale des caractéristiques de ces effluents feront l'objet d'une étude, dans le but de vérifier qu'elles ne constituent pas une anomalie susceptible de conduire à une pollution accidentelle.

### ARTICLE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

#### 3.1 – Dispositions générales

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement.

#### 3.2 – Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Des dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent seront mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre des substances dangereuses en cas de fonctionnement anormal.

#### 3.3 – Installations de traitement

Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

## ARTICLE 4 – DÉCHETS

### 4.1 – Dispositions générales

#### 4.1.1 – Cadre législatif

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (titre IV – livre V du code de l'environnement).

#### 4.1.2 – Dispositions relatives aux plans d'éliminations des déchets

L'élimination des déchets devra respecter les orientations définies dans le plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par le conseil régional les 19 et 20 décembre 2019.

### 4.2 – Procédure de gestion des déchets

L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### 4.3 – Dispositions particulières

#### 4.3.1 – Récupération – Recyclage – Valorisation

Toutes dispositions devront être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation technique et économiquement possibles.

#### 4.3.2 – Transport

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assurera lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

#### 4.3.3 – Élimination des déchets

4.3.3.1 – L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées.

L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant 3 ans.

4.3.3.2 – Toute incinération à l'air libre de déchets, de quelque nature qu'ils soient, est interdite.

4.3.3.3 – Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants seront consignés sur un document de forme adapté (registre, fiche d'enlèvement...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date de l'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.



Il justifiera le caractère ultime au sens de l'article L. 541-1 du code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

4.3.3.4 – L'ensemble de ces renseignements sera à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **ARTICLE 5 – PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS**

### **5.1 – Construction et exploitation**

Les installations seront construites, équipées ex exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

5.2 – Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables.

### **5.3 – Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage seront conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions des articles R. 571-1 et suivants du code de l'environnement.

### **5.4 – Appareils de communication**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **5.5 – Niveaux de bruits limites (en dB(A))**

Le tableau ci-après fixe :

- les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser aux différents points en limite de propriété reportés sur le plan ci-joint en annexe, pour les différentes périodes de la journée ;
- les émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 :

Périodes	Niveaux limites admissibles en limite de propriété	Émergences admissibles
Jour : 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	70 dB(A)	5 dB(A)
Nuit : 22 h à 7 h et dimanches et jours fériés	60 dB(A)	3 dB(A)

Ces valeurs seront revues après connaissance des résultats de mesures sur 24 h à réaliser au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2000.

### **5.6 – Vibrations**

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations seront isolées par des dispositifs anti vibratoires efficaces.

La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 (J.O. du 22 octobre 1986) relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées qui sont applicables.

#### 5.7 – Mesure du bruit

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualifié.

### **ARTICLE 6 – SÉCURITÉ**

#### 6.1 – Dispositions générales

##### 6.1.1 – Fermeture de l'établissement

L'établissement sera efficacement fermé et les accès maintenus clos en dehors des heures d'exploitation.

##### 6.1.2 – Gardiennage

Un gardiennage sera assuré en permanence. L'exploitant établira une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles du gardiennage.

Il sera équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin durant les périodes de gardiennage.

##### 6.1.3 – Règles de circulation

L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles seront portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes, ...).

En particulier, les dispositions appropriées seront prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes, les canalisations de produits dangereux ou d'utilités nécessaires à la sécurité.

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectueront suivant des parcours bien déterminés et feront l'objet de consignes particulières.

##### 6.1.4 – Accès, voies et aires de circulation

6.1.4.1 – Les voies de circulation et d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptibles de gêner la circulation. Les portails d'accès devront pouvoir être déverrouillés à l'arrivée de secours.

6.1.4.2 – Les bâtiments sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Les portails d'accès doivent être déverrouillés à l'arrivée des secours. Les plans d'accès sont transmis au Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours du Rhône pour l'actualisation de l'Atlas d'intervention.

Dans le cadre d'une convention d'accès au travers d'un terrain appartenant à un tiers, celle-ci devra préciser les modalités d'usage et être renouvelée avant son échéance. Une copie de la convention en cours de validité est transmise à l'inspection.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 mètres,
- rayons intérieurs de giration : 11 mètres,
- hauteur libre : 3,50 mètres,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

## 6.2 – Conception et aménagement des bâtiments et installations

### 6.2.1 – Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie et à permettre le confinement des fuites de gaz toxiques et leur traitement.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation seront aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

### 6.2.2 – Conception des installations

Dès la conception des installations, l'exploitant privilégiera les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres.

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent seront conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits, qui pourrait entraîner une aggravation du danger.

Les matériaux utilisés seront adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents seront disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.

Les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 1 000 l porteront de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans le règlement pour le transport des matières dangereuses.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles seront indiqués de façon très lisible le ou les numéros de symboles de dangers correspondants aux produits stockés.

Les appareils de fabrication, lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail, devront porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant.

### 6.2.3 – Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques seront conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur, dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

En outre, dans les zones à risques d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant sur la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (journal officiel N. C. du 30 avril 1980).

Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

L'installation électrique sera entretenue en bon état et sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur de l'environnement.

#### 6.2.4 – Protection contre la foudre

L'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, est applicable à l'établissement.

### 6.3 – Exploitation

#### 6.3.1 – Produits

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis présentant un caractère inflammable, explosif, toxique ou corrosif seront limités en quantité dans les ateliers d'utilisation au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Les dispositions nécessaires seront prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux éléments des fiches de sécurité ou aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Toutes dispositions seront prises pour, qu'à tout moment les informations concernant la nature et la quantité des produits présents sur le site soient connues et accessibles ; en particulier le niveau de liquide dans les réservoirs sera pour le moins mesuré. Chaque produit sera référencé eu égard aux règles applicables en matières d'étiquetage.

#### 6.3.2 – Réserves de sécurité

L'établissement disposera de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, filtres à manches, produits absorbants, produits de neutralisation, ...

#### 6.3.3 – Utilités

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

#### 6.3.4 – Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne seront pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation.

### 6.4 – Moyens de secours, d'intervention et lutte contre l'incendie

#### 6.4.1 – Consignes générales de sécurité

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs.

#### 6.4.2 – Conception des bâtiments et matériels de lutte contre l'incendie

Les bâtiments A, B, C et D sont en charpente métallique avec bardage, murs coupe-feu pour délimiter des cellules qui varient entre 1 510 m<sup>2</sup> et 3 100 m<sup>2</sup> au sein de chaque bâtiment :

- Bâtiment A (IPD 1) : cellules de 2 341, 2 640, 2 900 et 3 100 m<sup>2</sup>
- Bâtiment B (IPD 1) : cellules de 2 325 et 2 900 m<sup>2</sup>
- Bâtiment C (IPD 1) : une cellule de 3 000 m<sup>2</sup>
- Bâtiment D (IPD 3) : cellules de 1 600, 2 600 et deux fois 2 900 m<sup>2</sup>

Les bâtiments A et B ont des toits à deux versants, constitués de plaques fibrociment. Le bâtiment C a un toit à deux versants, constitué de plaques métalliques. Le bâtiment D a un toit terrasse à étanchéité bitumeuse.

Les bâtiments B, C et D ont des murs parpaing au sud (murs en limite de propriété).

Le bâtiment utilité, le poste de garde, et le bâtiment dit « Villa Schweppes » (abritant la cantine et des bureaux) sont en structure béton. Leurs couvertures sont des toits terrasse avec étanchéité bitumeuse.

Dans le bâtiment de production, les matières premières seront isolées par un mur coupe-feu

Le flux thermique de 3 kW/m<sup>2</sup> des stocks extérieurs de l'usine de production, n° 4, 7 et 12 sera contenu en deçà des limites de propriété.

Dans les bâtiments d'entrepôt A et B, le désenfumage devra être porté à 2 % de la surface de chaque canton. Un canton de désenfumage ne devant pas dépasser 1 600 m<sup>2</sup>.

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.

Le plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme AFNOR NF X08-070.

Pour procéder à l'application des prescriptions, le pétitionnaire se mettra en contact avec le Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours du Rhône, groupement analyse et couverture des risques (mél : gacr@sdis69.fr / Immeuble Le Sévigné, 146 rue Pierre Corneille 69426 Lyon Cedex 03).

L'établissement disposera de moyens externes et internes de lutte contre l'incendie conformément à l'arrêté du 11 avril 2017 et au dossier de porter-à-connaissance susmentionnés.

En complément aux dispositions des articles 6.5.3 et 6.5.4 ci-dessous, les zones de risques incendie comportent des moyens de lutte contre l'incendie renforcés tels que des robinets d'incendie armés normalisés permettant de couvrir l'ensemble des zones, installés près des accès, des extincteurs à poudre, des réseaux de sprinklers dont la mise en service automatique, sauf cas particulier, sera asservie à la détection incendie.

L'exploitant fera parvenir :

- son diagnostic sur le degré coupe-feu des murs bétons, avant le 31 décembre 2025 ;
- son Plan de Défense Incendie, avant le 31 décembre 2025.

## 6.5 – Zones « incendie »

### 6.5.1 – Définition

Les zones incendie sont établies en tenant compte de la présence de substances inflammables ou combustibles, stockées ou employées, notamment dans des réservoirs, dans des bâtiments, sur des aires de stockage.

### 6.5.2 – Comportement au feu des structures métalliques

Les éléments porteurs des structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

### 6.5.3 – Détection incendie

Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un service spécialisé de l'établissement (poste de garde, P.C incendie, par exemple).

### 6.5.4 – Prévention

Dans les zones de risques incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc.).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un permis de feu délivré par une personne autorisée.

Le permis sera adapté à l'intervention ou aux types de travaux projetés et devra rappeler notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de travail ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les contrôles d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions seront précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux, destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux, une réception sera réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier ; la disposition des installations en configuration normale sera vérifiée et attestée.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme sera affichée dans les zones de risques incendie.

### 6.5.5 – Désenfumage

Les structures fermées seront conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. Si des équipements de désenfumage sont nécessaires, leur ouverture doit pouvoir se faire pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

---

## TITRE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

---

### ARTICLE 7 – DÉPÔT DE BOIS, PAPIERS, CARTONS OU MATÉRIAUX COMBUSTIBLES ANALOGUES

La quantité de matériaux stockés étant supérieure à 1 000 m<sup>3</sup> et l'établissement étant situé à moins de 100 m de tout bâtiment habité ou occupé par des tiers

7.1 – Si les magasins ou hangars sont situés à moins de 8 m de constructions occupées par des tiers, leurs éléments de construction présenteront les caractéristiques de résistances et de réaction au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures ;
- couvertures MO ou plancher haut coupe-feu de degré 1 heure ;
- portes pare-flammes de degré une demi-heure ;

7.2 – S'ils sont contigus à des propriétés appartenant à des tiers, ils en seront séparés par des parois sans ouverture coupe-feu de degré 2 heures.

7.3 – Ces locaux ne devront en aucun cas commander les dégagements de locaux habités ou occupés par des tiers ou par le personnel.

7.4 – Les issues de l'établissement seront maintenues libres de tout encombrement.

7.5 – Les stocks de bois seront disposés de manière à permettre la rapide mise en œuvre des moyens de secours contre l'incendie. On ménagera des passages suffisants, judicieusement répartis.

7.6 – Si l'installation comporte une étuve ou un séchoir, ceux-ci seront construits en matériaux MO coupe-feu de degré deux heures. Ils seront sans communication directe avec les ateliers ou magasins de l'établissement ; lorsqu'une communication sera inévitable, elle se fera par un sas de trois mètres carrés de surface minimale dont les portes, distantes de deux mètres au moins en position fermée, seront pare-flammes de degré une heure et munies d'un système de fermeture automatique.

7.7 – S'il est fait usage d'un générateur à vapeur alimenté par des déchets, copeaux ou sciures, les mêmes dispositions que celles prévues à la prescription précédente seront prises pour éviter tout danger d'incendie. Ces combustibles ne seront pas accumulés dans la chaufferie et, le soir, à l'extinction des feux, on veillera à éloigner des générateurs les copeaux et sciures.

7.8 – Il est interdit de fumer dans les hangars, magasins ou chantiers. Cette consigne sera affichée en caractère très apparent sur la porte d'entrée et à l'intérieur des locaux avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

## **ARTICLE 8 : STOCKAGE DE POLYMÈRES (MATIÈRES PLASTIQUES)**

Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup>

8.1 – Les éléments de construction du bâtiment du dépôt présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- matériaux incombustibles ;
- parois coupe-feu de degré 2 heures ;
- plancher haut coupe-feu de degré 2 heures ;
- portes pare-feu de degré 1 heure.

S'il est à moins de 50 m des locaux habités, il sera partiellement clos à l'exception des baies d'aération ; dans le cas contraire, il sera entouré d'une clôture interdisant l'accès aux personnes étrangères à l'entreprise.

8.2 – En dehors de heures de travail, les portes de travail du dépôt (ou de la clôture) seront fermées à clef et les clefs seront conservées par un préposé responsable.

8.3 – Le dépôt ne sera pas surmonté de locaux occupés par des tiers, ni de locaux habités.

8.4 – Le local de dépôt ne renfermera aucun appareil de chauffage à feu nu. Il est interdit d'y fumer ; cette interdiction sera affichée à l'entrée du dépôt.

8.5 – On ménagera, dans la toiture des cheminées d'aération de large section, devant servir d'exutoires pour l'évacuation des fumées et des gaz de combustion en cas d'incendie.

8.6 – Le stock de matières plastiques alvéolaires ou expansées sera divisé en tas dont le volume unitaire ne devra pas dépasser 20 m<sup>3</sup> et dont la hauteur est limitée à 3 mètres.

Des passages libres, d'au moins 2 m de largeur, entretenus en état de propreté, seront réservés entre les tas, ainsi qu'entre ceux-ci et les murs de clôture, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité, en cas d'incendie.

8.7 – Il est interdit d'entreposer dans le dépôt d'autres matières combustibles à moins de 2 m des tas de matières plastiques alvéolaires ou expansées.

## **ARTICLE 9 – TRANSFORMATION DE POLYMÈRES (MATIÈRES PLASTIQUES)**

par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression, quantité  $\geq 10$  t/j

9.1 – Conformité de l'installation à la déclaration

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

9.2 – Implantation – aménagement

9.2.1 – Règles d'implantation

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins l'une des conditions suivantes :

- elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage ;
- elle est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.



Dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à une nouvelle déclaration, la distance précitée peut être inférieure à 10 mètres sous réserve que l'installation respecte les deux conditions mentionnées ci-dessus simultanément.

#### 9.2.2 – Comportement au feu des bâtiments (Modifié par l'arrêté du 5 juin 2001)

Les locaux abritant l'installation de transformation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1/2 heure si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;
- plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1 heure ;
- murs extérieurs et portes pare-flamme de degré 1/2 heure, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttants, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, l'installation visée est séparée des installations relevant de la rubrique 2663 (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- Soit par un mur coupe-feu de degré 2 h, dépassant d'au moins 1 m en toiture et de 0,5 m latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 h et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.
- Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante.

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture.

D'autre part, ces dispositifs sont isolés sur une distance d'un mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M0. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Dans le cas d'une installation équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage, toutes dispositions doivent être prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumée et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction.

### 9.2.3 – Accessibilité

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins le demi-périmètre, par une voie-engin d'au moins 4 m de largeur et 3,5 m de hauteur libre ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

### 9.2.4 – Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

### 9.2.5 – Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

### 9.2.6 – Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, etc.) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

### 9.2.7 – Éclairage artificiel et chauffage des locaux

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.

Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des aires de transformation doivent être utilisées. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nues est à proscrire. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des aires de transformation.

## 9.3 – Exploitation – entretien

### 9.3.1 – Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

### 9.3.2 – Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. De plus, en l'absence de personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes non autorisées (clôture, fermeture à clé, etc).

### 9.3.3 – Connaissance des produits – Étiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits ou éventuellement leur code et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### 9.3.4 – Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### 9.3.5 – Registre entrée-sortie

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

#### 9.3.6 – Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

### 9.4 – Risques

#### 9.4.1 – Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

#### 9.4.2 – Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

#### 9.4.3 – Matériel électrique de sécurité

Dans les parties de l'installation visées à l'article 9.4.2 « atmosphères explosives » du présent arrêté, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants parasites.

#### 9.4.4 – Interdiction des feux

Dans les parties de l'installation, visées à l'article 9.4.2 du présent arrêté, présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

9.4.5 – « Permis de travail » et/ou « permis de feu » dans les parties de l'installation visées à l'article 9.4.2 du présent arrêté

Dans les parties de l'installation visées à l'article 9.4.2 du présent arrêté, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'avec délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

#### 9.4.6 – Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les parties de l'installation visées à l'article 9.4.2 « incendie » et « atmosphères explosives » du présent arrêté ;
- l'obligation du permis de travail pour les parties de l'installation visées à l'article 9.4.2 du présent arrêté ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 de l'annexe I de l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2661 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

#### 9.4.7 – Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation.

### ARTICLE 10 – FORAGE, PRÉLÈVEMENT EN NAPPE (D)

#### Section 1 : Conditions d'implantation des ouvrages et installations de prélèvement

10.1 – Le site d'implantation des ouvrages et installations de prélèvement est choisi en vue de prévenir toute surexploitation ou dégradation significative de la ressource en eau, superficielle ou souterraine, déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages dans le cadre d'activités régulièrement exploitées.

10.2 – Les forages ne peuvent être situés à proximité d'une installation susceptible d'altérer la qualité des eaux souterraines.

En particulier, ils ne peuvent être situés à moins de :

- 200 m des décharges et installations de stockage de déchets ménagers ou industriels ;
- 35 m des ouvrages d'assainissement collectif ou non collectif, des canalisations d'eaux usées ou transportant des matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ;
- 35 m des stockages d'hydrocarbures, de produits chimiques, de produits phytosanitaires ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.

Les distances mentionnées ci-dessus peuvent être réduites, sous réserve que les technologies utilisées ou les mesures de réalisation mises en œuvre procurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

10.3 – Le site d'implantation des forages est choisi en vue de maîtriser l'évacuation des eaux de ruissellement et éviter toute accumulation de celles-ci autour des têtes des forages.

Toutes les dispositions doivent être prises par l'exploitant afin d'éviter les infiltrations dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Afin d'éviter tout mélange d'eau entre les différentes formations aquifères rencontrées, si le forage traverse plusieurs formations aquifères superposées, sa réalisation doit être accompagnée d'un aveuglement successif de chaque formation aquifère non exploitée par cuvelage et cimentation.

L'exploitant est tenu de signaler au préfet dans les meilleurs délais tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, la mise en évidence d'une pollution des eaux souterraines et des sols ainsi que les premières mesures prises pour y remédier.

10.4 – Il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune des têtes de forage. Cette margelle est de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête de 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. D'autres dispositifs sont admis dès lors qu'ils offrent la même garantie de protection des eaux souterraines. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire : dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,50 m le niveau du terrain naturel.

La tête des forages s'élève au moins 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête de forages. Il doit permettre un parfait isolement du forage de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du forage est interdit par un dispositif de sécurité.

Les conditions de réalisation et d'équipement de forages doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

## **Section 2 : Conditions d'exploitation des ouvrages et installations de prélèvement**

10.5 – L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, en particulier des fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, s'il y a lieu.

Chaque installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute.

L'exploitant surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage. Il s'assure de l'entretien régulier des forages et ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont portés à la connaissance du préfet par le déclarant dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le déclarant doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer les conséquences et y remédier.

10.6 – Le débit prélevé est en moyenne de 50 m<sup>3</sup>/h, et au maximum de 80 m<sup>3</sup>/h.

10.7 – Le préfet peut, sans que l'exploitant puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement le prélèvement dans le cadre des mesures prises au titre de l'article R. 211-66 et suivants du code de l'environnement, relatifs à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau

10.8 – Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. À ce titre, l'exploitant prend, si nécessaire, des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont il a la charge.

## **Section 3 : Conditions de suivi et surveillance des prélèvements**

10.9 – L'installation de pompage doit être équipée d'un compteur volumétrique. Ce compteur volumétrique est choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Un dispositif de mesure en continu des volumes autre que le compteur volumétrique peut être accepté, dès lors que le pétitionnaire démontre que ce dispositif apporte les mêmes garanties qu'un compteur volumétrique en termes de représentativité, stabilité et précision de la mesure. Ce dispositif doit être infalsifiable et doit également permettre de connaître le volume cumulé du prélèvement.

Toute modification ou tout changement de type de moyen de mesure ou du mode d'évaluation par un autre doit être porté à la connaissance du préfet. Celui-ci peut, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, par arrêté motivé, demander la mise en place de moyens ou prescriptions complémentaires.

10.10 – Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

10.11 – L'exploitant consigne sur un registre ou cahier les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

- les volumes prélevés, en milieu naturel, mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ;
- les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ou le suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Le préfet peut, par arrêté, fixer des dates d'enregistrement particulières ou une augmentation de la fréquence d'enregistrement pendant les périodes sensibles pour l'état des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Ce registre est tenu à la disposition des agents du contrôle et les informations enregistrées seront transmises tous les 6 mois par voie électronique à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par l'exploitant.

#### **Section 4 : Conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et installations de prélèvement**

10.12 – En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par mise en communication des eaux de surface et notamment de ruissellement. Les carburants nécessaires au pompage et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou stockés dans un local étanche.

10.13 – En cas de cessation définitive des prélèvements, l'exploitant en fait la déclaration auprès du préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive des prélèvements.

Dans ce cas, tous les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site de prélèvement.

Les travaux prévus pour la remise en état des lieux sont portés à la connaissance du préfet un mois avant leur démarrage. Ces travaux sont réalisés dans le respect des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement et conformément à l'article 13 du présent arrêté.

10.14 – Est considéré comme abandonné le forage :

- pour lequel l'exploitant ne souhaite pas faire les travaux de réhabilitation nécessaires, notamment à l'issue d'une inspection ;
- l'exploitant ne souhaite pas poursuivre son exploitation.

10.15 – Tout forage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.

L'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

---

### **TITRE 3 – DISPOSITIONS FINALES**

---

#### **ARTICLE 11 – PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Meyzieu et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Meyzieu pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Meyzieu fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 12 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1<sup>er</sup> jour d'affichage de la décision.



Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Madame la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION - 10 boulevard Monge – 69330 MEYZIEU), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

### **ARTICLE 13 – EXÉCUTION**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Meyzieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION.